

Point de Presse du Conseil d'Etat

17 novembre 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
M. Pierre-François Unger, vice-président du Conseil d'Etat
M. David Hiler, conseiller d'Etat
M. Christophe Genoud, vice-chancelier

Sommaire

Genève-Confédération	4
Oui avec réserves à la loi fédérale sur l'imposition internationale à la source	4
Genève	5
Soutien au parking Clé de Rive	5
Des mesures concrètes pour une mobilité plus durable et responsable	5
Pour une planification à long terme et une gestion transfrontalière des décharges pour matériaux de construction	6
Capacité financière des communes : indice général pour l'année 2012	7
Approbation du budget 2012 des Services industriels de Genève	9
Formation continue des agriculteurs : nouveaux contrats de prestations et collaboration renforcée avec le canton de Vaud	9
Octroi d'une aide financière à divers organismes de protection de la nature	10
M. Raymond Loretan félicité pour sa nomination à la tête de la SSR	10
Entrée en vigueur de lois	11
Nominations	13
Agenda des invitations à la presse	15

Oui avec réserves à la loi fédérale sur l'imposition internationale à la source

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation initiée par le Département fédéral des finances au sujet de [la loi fédérale sur l'imposition internationale à la source](#). Cette loi consiste en une mise en œuvre, sur le plan interne à la Suisse, des accords entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne, d'une part, et le Royaume-Uni, d'autre part, concernant la coopération en matière de fiscalité.

Le Conseil d'Etat prend acte de la naissance de ces deux conventions internationales qui ont pour objet, en particulier, la régularisation fiscale de comptes en Suisse non déclarés, détenus par des personnes imposables dans l'Etat partenaire, par un paiement unique ou une déclaration et par le prélèvement d'un impôt libératoire. Il relève qu'elles ont le mérite d'éviter l'échange automatique de renseignements voulu par l'Union européenne dans le cadre des conventions internationales en matière de double imposition.

Le gouvernement genevois émet quelques observations critiques portant essentiellement sur le coût incertain de la mise en œuvre de la loi fédérale et sur le système peu cohérent de l'assistance administrative fiscale, au niveau fédéral, contenu actuellement dans une loi déjà en vigueur et deux projets de loi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 08.*

Soutien au parking Clé de Rive

Souhaitant orienter sa politique du stationnement au centre-ville de Genève en lien avec celle de la piétonisation, le Conseil d'Etat s'est déterminé en faveur de la réalisation du projet de parking Clé de Rive. Ouvrage d'une capacité de 500 places de stationnement pour les voitures (400 places visiteurs et 100 places pour les habitants du quartier) et 388 places pour les deux-roues motorisés, il sera situé sous la rue Pierre-Fatio. Ce parking s'intègre dans le contexte du projet de piétonisation de la zone du Rond-Point de Rive et du sud de la rue Pierre-Fatio envisagé par la Ville de Genève dans le cadre de son plan directeur communal qui implique la suppression de 450 places de stationnement en surface.

Depuis le milieu des années 2000, deux projets de parkings situés à proximité du centre-ville sur la rive gauche sont étudiés par les services techniques de l'administration cantonale: le projet sous-lacustre des Eaux-Vives et celui de Clé de Rive. Sur la base des éléments techniques fournis par les promoteurs, une analyse comparative a été menée et mise en perspective avec les planifications directrices cantonales (plan directeur du stationnement, plan directeur du réseau routier) et communales (plan directeur communal de la Ville de Genève).

Analysé dans le contexte du projet de piétonisation de la Ville de Genève, le projet Clé de Rive offre une proximité immédiate avec la zone à requalifier, ainsi qu'une capacité optimale de places de stationnement. Celui des Eaux-Vives, dont les accès automobiles sont prévus le long du quai Gustave-Ador, impliquerait que les usagers en provenance de la route de Chêne ou de la route de Malagnou transitent par le quartier des Eaux-Vives. Les accès piétons prévus sont par ailleurs éloignés de la zone à requalifier.

Au vu de ces éléments, et sur préavis de sa délégation aux transports et aux affaires régionales (DELTAR), le Conseil d'Etat s'est déterminé en faveur du projet de parking Clé de Rive. Afin poursuivre l'analyse en lien avec les intentions de la Ville de Genève, un groupe de travail réunissant le canton et la Ville sera constitué pour étudier les conditions de réalisation du projet de piétonisation.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIM, ☎ 022 327 96 01.

Des mesures concrètes pour une mobilité plus durable et responsable

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport destiné au Grand Conseil en réponse à la [motion relative aux mesures prises par l'Etat, les entreprises publiques, les institutions subventionnées et les communes en faveur de modèles de mobilité plus responsables et plus durables](#).

Après un bref historique des étapes entreprises depuis 2003 pour la mise en œuvre d'un plan de mobilité de l'administration cantonale (PMAC), le rapport du Conseil d'Etat rappelle que ce plan consiste à mieux gérer les moyens mis à disposition des collaboratrices et collaborateurs pour leurs déplacements professionnels et

pendulaires. Il s'agit en particulier de la mise à disposition de prestations de mobilité destinées à rationaliser ou remplacer l'usage des véhicules à moteurs pour l'usage professionnel.

Les mesures mises en place dans le cadre du PMAC comprennent la valorisation des transports en commun (TPG, CFF), de la marche, du vélo et du vélo électrique, l'autopartage (Mobility et mutualisation de la flotte propre) et le covoiturage, de même qu'une gestion rigoureuse et limitative des parkings pour l'usage professionnel.

Parallèlement, suivant la logique d'exemplarité de l'Etat en matière de mobilité d'entreprise, Genève Aéroport, la Fondation des services et de soins à domicile, l'Hospice général, les Hôpitaux universitaires de Genève, la Fondation des parkings et les Transports publics genevois ont également mis en place des plans de mobilité sensiblement similaires au PMAC afin répondre aux besoins de leurs personnels.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Herzig, chef de projet, PMAC, DIM, ☎ 022 327 91 27.

Pour une planification à long terme et une gestion transfrontalière des décharges pour matériaux de construction

Interrogé par le Grand Conseil sur la problématique des filières d'élimination pour les déchets de chantier inertes, y compris les matériaux d'excavation, le Conseil d'Etat a rendu un rapport circonstancié sur sa politique en la matière ainsi que sur les efforts qu'il reste à fournir.

Dans un premier temps, le Conseil d'Etat rappelle que les sables et les graviers exploités dans les gravières genevoises sont des ressources qui se raréfient et qu'il s'agit de ne pas gaspiller. Or, dans le même temps, les capacités de décharge disponibles pour les déchets de chantier inertes, qui jusqu'à aujourd'hui sont circonscrites aux gravières, se réduisent. C'est dans le cadre de ce marché tendu que les graviéristes sont tentés de vendre du sable et du gravier à perte afin de se ménager du volume de décharge et ainsi d'encaisser les taxes de reprise des déchets de chantier inertes.

Le Conseil d'Etat souligne qu'un certain nombre de mesures ont déjà été prises pour remédier à cette situation. Le cadre juridique a été adapté afin, d'une part, de favoriser le recyclage des déchets de chantier inertes réceptionnés dans les gravières et, d'autre part, de permettre l'exploitation de décharges pour matériaux d'excavation hors gravière. La réutilisation et le recyclage des déchets de chantier inertes ont par ailleurs été testés et promus dans le cadre du projet Ecomat^{GE}. Enfin, les données sur la qualité du sous-sol genevois permettant de planifier leur valorisation de manière optimale ont été mis à disposition du public au travers du système d'information du territoire genevois (SITG).

Pour conclure, le Conseil d'Etat souhaite que la combinaison des différentes mesures décrites dans son rapport, à savoir l'ouverture de nouveaux sites de stockage, l'optimisation de la réutilisation et du recyclage ainsi que l'information et la sensibilisation des différents acteurs concernés, en collaboration avec les professionnels du bâtiment, permette de répondre à la grave problématique à laquelle est confronté le canton de Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Du Pasquier, chef du secteur déchets du service de géologie, sols et déchets, DSPE, ☎ 022 546 70 94.

Capacité financière des communes : indice général pour l'année 2012

Le Conseil d'Etat a déterminé l'indice général de capacité financière des 45 communes genevoises et a procédé à leur classement pour l'année 2012. Malgré un recul de son indice, Cologny demeure en première position, tandis que Chancy reste situé à l'autre bout du classement. 27 communes ont vu leur indice progresser, alors que 17 ont subi une diminution. L'écart entre l'indice le plus élevé et l'indice le plus faible a continué de se réduire.

		2011	2012	
1	Cologny	338.87	318.15	↘
2	Genthod	251.28	229.86	↘
3	Vandoeuvres	204.93	215.68	↗
4	Pregny-Chambésy	158.15	171.96	↗
5	Collonge-Bellerive	169.92	159.19	↘
6	Anières	199.14	158.67	↘
7	Céligny	154.54	151.98	↘
8	Carouge	134.40	142.81	↗
9	Satigny	136.68	138.84	↗
10	Chêne-Bougeries	135.60	136.06	↗
11	Genève	129.23	126.97	↘
12	Plan-les-Ouates	111.94	122.67	↗
13	Corsier	121.44	118.26	↘
14	Hermance	109.06	103.61	↘
15	Troinex	96.83	99.33	↗
16	Meyrin	89.12	94.97	↗
17	Presinge	87.48	94.00	↗
18	Veyrier	88.35	93.23	↗
19	Jussy	73.25	87.92	↗
20	Choulex	78.22	83.32	↗
21	Grand-Saconnex	86.80	81.23	↘
22	Cartigny	73.66	76.46	↗
23	Thônex	71.42	74.97	↗
24	Meinier	72.96	72.15	↘
25	Perly-Certoux	69.10	71.34	↗
26	Lancy	69.35	70.74	↗
27	Bellevue	68.16	70.21	↗
28	Gy	57.29	60.89	↗

29	Laconnex	59.70	60.72	↗
30	Dardagny	60.05	57.85	↘
31	Chêne-Bourg	56.07	57.26	↗
32	Bardonnex	56.34	57.17	↗
33	Puplinge	55.50	55.99	↗
34	Soral	51.38	54.09	↗
35	Confignon	50.40	52.70	↗
36	Russin	49.06	51.01	↗
37	Bernex	50.11	48.19	↘
38	Collex-Bossy	47.42	46.67	↘
39	Vernier	43.73	43.78	↗
40	Onex	43.02	43.42	↗
41	Versoix	44.14	42.92	↘
42	Avusy	45.69	41.99	↘
43	Aire-la-Ville	42.21	41.88	↘
44	Avully	39.12	39.13	↗
45	Chancy	36.92	33.33	↘

L'indice général de capacité financière de chaque commune correspond à la moyenne arithmétique de l'indice annuel des trois derniers exercices connus (2008, 2009 et 2010) établi par le département des finances en collaboration avec le département de l'intérieur et de la mobilité. Cet indice permet de calculer, avec d'autres éléments, la « part privilégiée » de chacune des communes. Celle-ci sert à déterminer la répartition de l'impôt sur les personnes physiques entre la commune de domicile et la commune de travail. L'indice permet aussi de calculer, avec d'autres éléments :

- la part de chaque commune au Fonds de péréquation financière intercommunale alimenté par une partie de l'impôt sur les personnes morales ;
- la part des communes ayant droit aux prestations du Fonds intercommunal ;
- la part des communes à diverses subventions cantonales concernant les investissements des communes (bâtiments scolaires communaux, réseau secondaire d'assainissement des eaux, etc.).

A Genève, la capacité financière des communes est calculée chaque année au moyen de quatre indices : celui des revenus par rapport au nombre d'habitants, celui des revenus par rapport au nombre d'élèves des écoles communales, celui des revenus par rapport à l'importance du domaine public à charge des communes, ainsi que celui du taux des centimes additionnels communaux.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Gioria, direction générale des finances de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 18.*

Approbation du budget 2012 des Services industriels de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi approuvant les budgets d'exploitation et d'investissement des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2012. Ce budget prévoit un résultat net de l'entreprise de 93,2 millions de francs. Les SIG poursuivent leur effort de maîtrise des charges d'exploitation qui n'augmentent que de 0,75%, malgré le développement de nouvelles activités notamment dans les économies d'énergie et les réseaux optiques. De plus, le budget intègre, pour la troisième année consécutive, une baisse moyenne des tarifs de l'électricité.

Le budget 2012 des Services industriels de Genève s'inscrit dans la droite ligne du programme de législature du Conseil d'Etat visant à augmenter l'autonomie énergétique du canton et à s'affranchir des énergies fossiles. Il poursuit en effet les programmes d'économies d'énergie éco21 et écoclimat et il prévoit des investissements importants dans les nouvelles énergies renouvelables (géothermie, éolien, hydraulique, solaire). En 2012, ces investissements atteindront le niveau record de 325,5 millions de francs. Outre les énergies renouvelables, ils s'articulent autour du maintien de la qualité des réseaux et des installations, ainsi que de la construction de réseaux de chauffage à distance.

Le Conseil d'Etat se réjouit de constater que la bonne santé financière des SIG leur permet de financer les investissements nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement du canton tout en maîtrisant l'évolution des tarifs. Il convient de souligner que ces investissements seront au bénéfice de l'économie genevoise.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général, office de l'environnement, DSPE, ☎ 022 388 80 01.

Formation continue des agriculteurs : nouveaux contrats de prestations et collaboration renforcée avec le canton de Vaud

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière à trois organisations professionnelles agricoles – le Groupement technique horticole, l'Union fruitière lémanique (UFL) et l'Association des maraîchers du Genevois (AMDG) – afin de soutenir leurs activités de conseil technique et de formation continue auprès des producteurs. Pour la période 2011-2014, un montant total de 680'000 francs est accordé pour l'ensemble de leurs prestations de vulgarisation agricole et de formation continue dans ces trois secteurs de production, par le biais de contrats de prestations.

En agriculture, les efforts permanents de vulgarisation et de formation sont justifiés par l'évolution rapide et régulière des enjeux, des techniques et de la législation. Il s'agit par exemple d'intégrer de nouvelles exigences, comme celles concernant la qualité des aliments, une meilleure prise en compte des impacts sur l'environnement ou encore la promotion de la biodiversité dans le milieu agricole. Parallèlement, la science agronomique progresse régulièrement avec, notamment, le développement de techniques de production novatrices ou la mise sur le marché de nouvelles variétés. Enfin, le contexte législatif est lui aussi en perpétuelle évolution, sur des thèmes aussi divers que la surveillance des organismes de quarantaine, les prestations écologiques requises ou encore l'utilisation des produits de protection des végétaux.

Les contrats de prestations prévoient également que les conseils techniques et les suivis sanitaires dans le secteur des productions fruitières et maraîchères vont s'inscrire dans une coopération renforcée avec le canton de Vaud. Ainsi, l'UFL, qui va dorénavant assurer ces tâches de vulgarisation auprès des arboriculteurs genevois, s'occupera également des professionnels vaudois.

De même, les tâches confiées à l'AMDG seront concrètement assurées par un tout nouvel « Office technique maraîcher » qui inclut les professionnels du canton de Vaud. Le mandat confié à l'AMDG contient par ailleurs

un projet de développement de la culture biologique, un mode de production qui devrait passer en quatre ans de 10 (situation actuelle) à 20% de la surface maraîchère du canton. Le canton de Vaud soutient également de son côté ces deux organisations régionales.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Delabays, adjoint scientifique à la direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Octroi d'une aide financière à divers organismes de protection de la nature

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière totalisant 39'350 francs à cinq entités actives dans le domaine de la faune et de la nature pour 2011. Les organismes concernés sont les suivants :

- Centre de coordination pour la protection des amphibiens et des reptiles en Suisse;
- Muséum d'histoire naturelle de Genève - Centre de coordination ouest pour l'étude et la protection des chauves-souris;
- Wildtier Schweiz;
- Editions de La Salamandre Sàrl;
- Apollon 74

Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune, DIM, ☎ 022 388 55 32.

M. Raymond Loretan félicité pour sa nomination à la tête de la SSR

Le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations à M. **Raymond Loretan** à l'occasion de sa nomination à la tête de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR).

Le sens de la diplomatie et la connaissance approfondie du service public qui caractérisent M. Loretan, homme de communication depuis de nombreuses années, constituent des qualités essentielles au bon accomplissement de sa nouvelle mission au sein de la SSR, particulièrement en ce moment clé de son existence.

Le gouvernement genevois est persuadé que sa grande expérience dans le domaine des médias, de la politique et de l'économie lui permettra de relever avec succès ce nouveau défi de portée nationale.



Entrée en vigueur de lois

Au cours de sa séance, le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 23.09.2011, modifiant la loi sur les commissions officielles (A 2 20) (L10841)	Conseil d'Etat	Mardi 22 novembre 2011 (au lendemain de la parution dans la FAO)
Loi du 23.09.2011, modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune d'Anières (création d'une zone de verdure située au chemin du Cimetière) (L10812)	Conseil d'Etat	Mardi 22 novembre 2011 (au lendemain de la parution dans la FAO)
Loi du 23.09.2011, accordant une aide financière annuelle de 300'000 francs pour les années 2011 et 2012 à la Confédération des Ecoles Genevoises de Musique (musique, rythmique Jaques-Dalcroze, danse et théâtre) (L10810)	Conseil d'Etat	Mardi 22 novembre 2011 (au lendemain de la parution dans la FAO)
Loi du 23.09.2011, accordant des indemnités à des institutions actives dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation spécialisés pour les années 2011 à 2013 : a) la Fondation Officielle de la Jeunesse (FOJ) b) l'Association d'aide aux jeunes, étudiants, travailleurs et apprentis (AJETA) c) l'Association Astural d) l'Association Atelier X e) l'Association Catholique d'Action Sociale et Educative (ACASE) f) l'Association Ecole Protestante d'Altitude de Saint-Cergue (EPA) g) l'Association l'ARC, une autre école h) l'Association La Voie Lactée (L10790)	Conseil d'Etat	Mardi 22 novembre 2011 (au lendemain de la parution dans la FAO)
Loi du 23.09.2011, modifiant la loi relative aux centres de loisirs et de rencontres et à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (approbation des nouveaux statuts) (J 6 11) (L10794)	Conseil d'Etat	Mardi 22 novembre 2011 (au lendemain de la parution dans la FAO)

Loi du 23.09.2011, modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (J 3 05) (L10832)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2012
Loi du 23.09.2011, modifiant la loi sur les établissements publics médicaux (Pour un hôpital efficace au service de la population) (K 2 05) (L10001)	Grand Conseil	1 ^{er} janvier 2012

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Nominations

Nomination du directeur général des systèmes d'information



Le Conseil d'Etat a nommé M. **Gianfranco MOI** au poste de directeur général des systèmes d'information de l'Etat de Genève. Il entrera en fonction le 1er mars 2012. Originaire de Genève où il réside, M. Moi est âgé de 53 ans. Diplômé de l'Ecole technique supérieure de Genève et de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), il est titulaire d'un *master* en ingénierie électrique ainsi qu'un *executive master* en e-Governance.

M. Moi débute sa carrière professionnelle en 1982 en qualité d'analyste-programmeur puis de responsable de projet dans une société internationale de services informatiques. Dans ce cadre, il conduit notamment la refonte d'un système d'information pour un service de l'administration cantonale. Régulièrement promu, il dirige en 1989 les activités d'une entreprise aux Etats-Unis qu'a rachetée la société qui l'emploie. Quatre ans après, il prend la direction, pour l'Amérique du nord, des mêmes activités liées au développement de génie logiciel d'une entreprise informatique mondialement connue. Il occupe ensuite le poste de *Group General Manager* pour une société active dans le développement et l'intégration d'applications tant pour le secteur privé que public. Percevant le potentiel de ce secteur, il rachète en l'an 2000 cette activité avec d'autres cadres de la société et cofonde une nouvelle entreprise. Souhaitant revenir en Suisse, il obtient en 2005 le poste de chef d'organisation et d'informatique de la Ville de Lausanne.

L'expérience de M. Moi dans le management des systèmes d'information et son expertise du secteur gouvernemental et public lui permettront de relever les nombreux défis qui attendent la direction générale des systèmes d'information de l'Etat de Genève, à l'image du développement de l'administration en ligne.

Rattaché au département des constructions et des technologies de l'information (DCTI), le directeur général des systèmes d'information a une double mission: il est non seulement responsable des programmes stratégiques des systèmes d'information, conformément au règlement sur l'organisation de la gestion des SI adopté par le Conseil d'Etat en avril dernier, mais il assure la haute direction des technologies de l'information.

M. Moi succédera à M. Jean-Marie Leclerc qui avait rejoint l'administration cantonale en 2001. Ce dernier a fait valoir ses droits à une retraite anticipée pour pouvoir disposer de temps et se consacrer à de nouveaux projets en lien avec l'expertise acquise durant de nombreuses années auprès des administrations publiques à Neuchâtel et Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Robert Monin, secrétaire général (en contactant Mme Nicole Bovard Briki, chargée de communication, DCTI, ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72).

Nouvelle présidente et nouvelle membre de l'Instance d'indemnisation d'aide aux victimes d'infractions

Le Conseil d'Etat a nommé Mme **Silvia TOMBESI** à la présidence de l'Instance d'indemnisation d'aide aux victimes d'infractions (LAVI), qui succédera le 1^{er} janvier 2012 à Madame Chantal MANFRINI, démissionnaire. Agée de 47 ans, Madame Silvia TOMBESI est déjà membre de cette instance depuis 2003, avec le statut de présidente suppléante. Avocate de formation, Madame TOMBESI est aujourd'hui juge au Tribunal des mineurs depuis le 1^{er} janvier 2011. Elle a une connaissance étendue du pouvoir judiciaire, puisqu'elle a également officié comme Présidente de la 6^{ème} Chambre civile de janvier 2001 à décembre 2010, après avoir œuvré au sein du Parquet comme substitut du Procureur général en 1999 et 2000.

Simultanément, le Conseil d'Etat a nommé Mme **Corinne CHAPPUIS BUGNON** comme nouvelle membre de l'Instance LAVI. Agée de 41 ans, Mme CHAPPUIS BUGNON est également avocate de formation. Actuellement juge au Tribunal de première instance (section Tribunal civil), elle a également une connaissance étendue de la juridiction pénale puisqu'elle a occupé successivement les fonctions de substitut du Procureur général de 2001 à 2004, de juge d'instruction de 2004 à 2006, puis de juge au Tribunal de première instance (section Tribunal de police et Tribunal d'application des peines et des mesures) de 2006 au 1^{er} janvier 2010.

Mmes Tombesi et Chappuis Bugnon entreront en fonction le 1^{er} janvier 2012. Elles sont nommées jusqu'au 31 mai 2014, conformément à la législation sur les commissions officielles.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
28 novembre 10h30	La restauration collective, premier client de l'agriculture régionale ?	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
1 ^{er} décembre 15h30	Plage publique des Eaux- Vives - avancement du projet	Salle de la Treille (DIM) 2, rue de l'Hôtel de Ville	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
8 décembre 14h00	Enquête aux frontières	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
20 décembre 14h00	Projet TOSA	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16